SURVEILLANCE DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 10 MAI PROCHAIN

Les codes barres de Moussa Touati

Quoique partants pour le scrutin législatif du 10 mai prochain, des partis politiques, échaudés fort probablement par les fraudes électorales passées, s'ingénient à proposer des mécanismes à même de garantir une régularité de l'opération électorale. Le Front national algérien (FNA) de Moussa Touati propose de sécuriser les bulletins de vote en y imprimant des codes barres.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Eureka ! Moussa Touati croit avoir trouvé la parade : introduire l'outil informatique dans l'opération de vote, surtout dans les comptages finaux et la mise à disposition instantanée sur réseau des données.

Pour ce faire, le FNA a fait appel à une société de droit algérien spécialisée dans la sécurisation des systèmes informatiques qui a conçu le logiciel.

Selon les concepteurs du logiciel, invités hier à exposer leur trouvaille au CIP de Kouba, l'impression des codes barres et de numéros secrets sur les bulletins de vote éviterait que soient utilisés des bulletins dupliqués. Il suffit, diront-ils, de placer des lecteurs des codes barres au niveau des bureaux, sinon des centres de vote pour que détecter les bulletins invalides.

L'idée est peut-être lumineuse mais il reste à jauger de sa fiabilité, d'autant que les concepteurs du logiciel ne semblent pas avoir opéré des tests de fiabilité. Mais le FNA qui fait la réclame pour ce produit n'en a cure. Son président s'est dit convaincu par la démonstration technique sommaire qui a été faite sur data show.

«C'est moins coûteux et c'est plus efficace», ont soutenu les concepteurs de ce logiciel dédié à l'opération de vote.

«Le système que nous proposons reviendrait à 16 milliards de centimes, ce n'est rien par rapport aux 700 milliards de centimes annoncés par le ministre de l'Intérieur comme coût des élections législatives prochaines.»

La fraude, cette hantise

Le président du FNA ne crédite pas de confiance l'administration qui supervisera les élections. «L'administration veut encore gérer l'opération électorale. La Commission de surveillance des élections est placée sous l'autorité du juge, lequel juge est placé sous l'autorité de l'administration», a-t-il clamé.

Pour Moussa Touati, il est temps de mettre un terme définitif à la fraude électorale. Il n'a pas été le seul à dénoncer par anticipation la fraude électorale.

Le président du MSP, Aboudjerra Soltani, et un membre du bureau politique d'Ennahda, invités, étaient présents pour dire, eux aussi, toute leur appréhension de la fraude électorale. Affranchi de l'Alliance présidentielle, Soltani se consacre au métier d'opposant. Une conversion qui ne peut se faire sans mea-culpa.

«Auparavant, on fermait les yeux et on se taisait sur les fraudes électorales, parce qu'on ne voulait pas mettre du sel dans la plaie. On était sous état d'urgence et on était en plein dans la tragédie nationale», a-t-il concédé, ajoutant : «Maintenant que l'état d'urgence est levé et que la tragédie nationale est derrière nous, il faut que cessent les paternalismes ; finies les légitimités historiques et révolutionnaires. La légitimité doit revenir au peuple.» Le responsable d'Ennahda, perturbé par Soltani qui a quitté la salle au moment où il avait pris la parole, clamera lui aussi le retour de la légitimité au peuple.

S. A. I.

Photo : Samir Sid

Moussa Touati veut mettre un terme définitf à la fraude électorale.

ILS DEMANDENT LEUR INTÉGRATION

Les jeunes du pré-emploi protestent

Empêchés de se rassembler devant le ministère du Travail, près d'une cinquantaine de jeunes diplômés embauchés dans le cadre de pré-emploi et du filet social ont observé, hier dimanche, un sit-in devant la maison de la presse Tahar-Djaout du 1er- Mai, Alger. Ils dénoncent la politique de «bricolage» du département de Tayeb Louh et revendiquent leur droit à l'intégration.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Les jeunes ayant bénéficié de postes de travail dans le cadre des dispositifs de pré-emploi et du filet social ont, encore une fois, investi la rue.

Regroupés au sein du Comité national des travailleurs du pré-emploi et du filet social, affilié au Syndicat national des personnels de l'administration publique (Snapap), ils sont venus de toutes les wilayas pour tenir un rassemblement, hier dimanche, à Alger pour revendiquer leur intégration. Mécontents et déçus des dispositifs du pré-emploi et du filet social qui, déplorent-ils, «offrent plutôt une pension de chômage et non des salaires décents», ces diplômés dénoncent cette politique de «bricolage».

Photo : Samir Sid

Ils sont 600 000 travailleurs du pré-emploi à travers le pays.

«Chassés» du ministère du Travail et de l'Emploi, où ils devaient tenir leur rassemblement, les protestataires se sont résignés à tenir finalement leur action devant la maison de la presse Tahar-Djaout. «Louh dégage, y'en a marre de cette misère, on veut l'intégration, jeunes contre la politique des contrats… », scandaient-ils. Les protestataires refusent de travailler pour une période de deux à trois années pour se retrouver au terme de leur contrat de nouveau au chômage.

D'ailleurs, précise la représentante du Comité national des travailleurs du pré-emploi et du filet social, suite à une décision du Premier ministre, les contrats de travail de ces jeunes ne sont plus renouvelables.

En plus de l'intégration de l'ensemble des travailleurs du pré-emploi, estimés à 600 000 à travers le territoire national, et de ceux ayant fait l'objet d'un licenciement, les protestataires revendiquent le droit à la retraite, la fin du travail précaire, l'ouverture d'un dialogue et la suspension des concours de recrutement de la Fonction publique jusqu'à la régularisation de la situation des contractants.

Ces protestataires ont décidé de boycotter les prochaines élections si leur situation n'est pas réglée d'ici là. Ils lancent un appel au président de la République pour intervenir.

S. A.

Publicité

REPUBLIQUE ALGÉRIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Ministère du Travail, de l'Emploi
et de la Sécurité Sociale
Fonds National de Péréquation des Œuvres Sociales
ANTENNE REGIONALE DE CHLEF

FNPOS

AVIS DE PROROGATION DE DELAI
DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 003/FNPOS.CHLEF/2012

Le Fonds National de Péréquation des Œuvres Sociales, Antenne Régionale de Chlef, informe l'ensemble des entreprises qualifiées en Bâtiment, et intéressées par l'avis d'appel d'offres national ouvert n° 003/FNPOS.CHLEF/2012 portant réalisation en TCE sauf VRD du RAR de 75/100 logements LSP/FNPOS + commerces à Mahdia, wilaya de Tiaret en lots séparés et paru dans les quotidiens «EL FADJR» en date du 09/02/2012 et «LE SOIR D'ALGERIE» en date du 11/02/2012 que le délai de préparation des offres est prolongé de sept (07) jours et ce à compter du 29/02/2012.

L'ouverture des plis aura lieu le 07/03/2012 à treize heures trente minutes (13h30 mn) en séance plénière au siège de l'Antenne régionale F.N.P.O.S de Chlef.

Le Directeur régional P/I

Anep n° 901 622 - Le Soir d'Algérie du 27/02/2012

PENSÉE

La famille Khelalfa, très affectée par le décès de leur très chère mère, grand-mère et voisine

Khelalfa Aïcha
née Boutamine

demande à tous ceux qui ont connu la défunte de lire la Fatiha à sa mémoire.

Que Dieu accorde à la défunte Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

Wilaya de Tlemcen
Commune de Mansourah
Demande de changement de nom

Les frères Karim Sofiane né le 7/12/80 et Karim Fethallah né le 10/04/83 fils de Mohammed et de Diboun Nadjima demeurant à Imama N°7 Coopérative Amane daïra de Mansourah W. de Tlemcen ont déposé une demande de changement de nom de famille : ils porteront le nom de Meghelli au lieu de Karim.

R05/012/B14